



Interview - Michel Foucher, ancien ambassadeur, chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales

«Les Etats-Unis considèrent la Chine comme leur rival stratégique»

La hausse des tarifs douaniers appliquée cette année par les Etats-Unis sur un certain nombre de produits chinois va bien au delà d'une simple guerre commerciale. Pour l'administration Trump, il s'agit d'empêcher à tout prix la Chine de devenir à terme une puissance susceptible de dépasser celle américaine, estime le géographe et diplomate Michel Foucher.

Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ont contribué à la nervosité des marchés ces derniers mois. Quel bilan peut-on en tirer en cette fin d'année ?

L'élément marquant de l'année d'un point de vue international, c'est la consolidation de la position de Donald Trump après les élections à mi-parcours, et surtout celle de sa ligne géo-économique, America First, qui garde le soutien d'au moins 40 % de la population américaine. Le sujet de la Chine est à ce titre l'un des rares à faire l'objet d'un consensus entre les Républicains et les Démocrates. L'administration Trump s'est mise en ordre de bataille pour atteindre un objectif stratégique : contenir la Chine, cette fois non plus au plan idéologique, mais au plan technologique autant que commercial. Les Etats-Unis veulent absolument empêcher la Chine d'acquérir les bases d'une puissance qui lui permettrait de rivaliser avec eux. Ils vont donc tout faire pour remettre en cause le plan «made in China 2025», qui a été lancé en 2015 et vise à faire du pays une

grande puissance industrielle dans les dix ans qui viennent.

Peut-on à ce titre parler d'une nouvelle «guerre froide» ?

Cette comparaison ne tient pas, parce que l'Union soviétique était une puissance économique pauvre, non insérée dans le système économique international. Il ne s'agit pas non plus d'une guerre commerciale car cela va bien au-delà. La Chine est officiellement désignée comme le rival stratégique des Etats-Unis dans le dernier document de la Maison blanche consacré à la «National Security Strategy», daté de fin 2017. Et le discours du vice-président Mike Pence au Hudson Institute le 4 octobre dernier a été très clair sur ce sujet. L'objectif final est de contenir la croissance de la Chine, de l'empêcher de deve-

nir à terme une puissance plus importante qu'eux. C'est une logique de «containment», d'endigement économique et technologique. Il s'agit de canaliser l'émergence chinoise dans un sens favorable aux intérêts amé-

ricains, par le biais de mesures défensives, protectionnistes, comme les taxes douanières, les restrictions de transfert de technologie, etc., ainsi que par des mesures plus offensives d'ouverture de marchés en Chine.



«Les Chinois vont s'adapter, mais cela prendra du temps et jamais Pékin n'acceptera de remettre en cause une trajectoire fondée sur les transferts forcés de technologie et les subventions aux sociétés d'Etat.»



De quelle marge de manœuvre disposent les Chinois face à cette offensive américaine ?

La Chine est en position de faiblesse car elle a beaucoup plus à perdre que les Etats-Unis qui disposent d'un grand pouvoir de marché. Ceci est indiqué par l'ampleur des importations de produits chinois, plus de 500 milliards de dollars, quatre fois supérieures à leurs achats de produits américains. En outre, pour continuer à progresser, la Chine a besoin des centres de formation américains (430 000 étudiants chinois), de l'accès à leurs technologies, et même de leur modèle efficace. Les Etats-Unis sont obsédés par la Chine, mais l'inverse est également vrai. Ils sont une référence pour les élites chinoises, qui ne cherchent pas seulement à savoir comment les dépasser mais aussi comment un pays affichant une histoire aussi courte à l'échelle historique a pu devenir aussi puissant. La recherche et les technologies ont été identifiées à ce titre comme des leviers importants. Cependant, les Chinois ont été pris de court par l'attitude de Donald Trump qu'ils prennent au sérieux, à la différence des Européens. Ils ne s'attendaient pas à ce que la Chine soit désignée comme l'ennemi des Etats-Unis. Jusqu'alors, ils avaient développé une stratégie d'influence auprès des appareils traditionnels à Washington mais tout est, à présent, concentré à la Maison blanche.

Pour l'instant, ils essaient donc de gagner du temps, en faisant des concessions sur l'achat d'un plus grand nombre de produits agricoles, l'ouverture des marchés bancaires, de l'assurance... Ils vont s'adapter, mais cela prendra du temps et jamais Pékin n'acceptera de remettre

en cause une trajectoire fondée sur les transferts forcés de technologie et les subventions aux sociétés d'Etat. En attendant, la stratégie américaine va ralentir la trajectoire de croissance chinoise.

Les Chinois peuvent-ils prendre des mesures de rétorsion ?

Le vrai signal des hostilités serait le retrait d'une partie de leurs avoirs placés en obligations en bons du Trésor américains. Mais on en est loin car il n'existe toujours pas d'alternative aux placements en dollars pour l'épargne chinoise.

Les Chinois pourraient éga-

lors, il s'agit donc là d'un jeu d'équilibre assez subtil.

Alors que le récent G20 semblait avoir apaisé les tensions, ce dernier a été suivi par la nomination comme responsable des négociations avec la Chine de Robert Lighthizer, partisan d'une ligne dure, puis par l'affaire de la directrice financière de Huawei. Qu'en pensez-vous ?

Le G20 n'est qu'un armistice, une trêve de trois mois qui risque d'être dénoncée d'ici peu. Les négociations doivent reprendre à partir de janvier.



«Si les Chinois peuvent absorber la hausse des tarifs douaniers, ils vont vouloir en parallèle exporter davantage à des prix cassés sur d'autres marchés, en particulier en Europe.»

lement jouer sur le statut des entreprises américaines implantées en Chine mais ils ne le font pas. Ils n'ont rien dit par exemple sur Apple, ce qui n'a pas empêché ce dernier de s'installer en Inde et au Brésil, et de nouveau aux Etats-Unis.

Cela étant, les grandes entreprises américaines de haute technologie ont besoin de la main-d'œuvre chinoise pour pouvoir concurrencer les Coréens ou les Japonais sur ce terrain. Elles ont été les premières à investir massivement en Chine, ce qui permet à Trump d'affirmer : «nous avons reconstruit la Chine». Pour les deux

Mais il serait étonnant que le président américain ne s'exprime pas d'ici là sur le fait que les Chinois ne respectent pas ce qui a été agréé.

Le G20 a cependant eu le mérite d'entériner l'engagement de ses membres à réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC). On peut créditer Donald Trump d'avoir remis cette question sur la table. Les Américains se sont rendu compte à juste titre que les Chinois étaient les principaux bénéficiaires de la globalisation et qu'ils jouaient en même temps un double jeu dans les institutions multilatérales en se présentant comme un

pays en voie de développement. Sur ce terrain, le président américain a trouvé des alliés en Europe : nous partageons en effet un certain nombre de ses préoccupations, qu'il s'agisse du non-respect par la Chine des règles de l'OMC, de la question des transferts forcés de technologie, des subventions horizontales aux industries d'Etat, de l'endettement forcé des pays dont les infrastructures font l'objet d'investissements chinois dans le cadre des nouvelles routes de la soie... Cette situation a renforcé la position de Donald Trump. Force est de constater qu'il est, pour cette raison, plus fort en cette fin d'année qu'au début de 2018.

Peut-on parler de «méthode Trump» ?

En fait, le président américain applique la même méthode dans les questions commerciales que sur le plan politique. Il traite l'Iran comme il traite la Chine en termes de méthodologie. En général, quand on menace de droits de douane, c'est à la fin des négociations, quand on n'arrive à rien. Donald Trump met au contraire en œuvre tout de suite une partie de la menace liée aux droits de douane en laissant entendre qu'un durcissement est possible, en l'occurrence sur 200 milliards de dollars de plus au 1er janvier 2019. Il crée donc un rapport de force brutal, pour conduire ensuite l'autre partie à négocier en position de plus grande faiblesse. Il ne refuse pas de dialoguer avec l'Iran ou la Chine, mais il entend s'assurer que l'adversaire soit suffisamment affaibli pour qu'une discussion soit possible.

Quel impact ce bras de fer risque-t-il d'avoir pour l'Europe ?

Si les Chinois peuvent absorber



la hausse des tarifs douaniers, ils vont vouloir en parallèle exporter davantage à des prix cassés sur d'autres marchés, en particulier en Europe. Ils vont en outre essayer de diversifier beaucoup plus leurs investissements dans des actifs stratégiques. Le groupe d'électroménager Midea vient ainsi de mettre à l'écart le patron de la société de robots allemande Kuka avant la fin de son mandat. Le but pour les Chinois n'est pas de se développer sur des marchés locaux mais d'incorporer une technologie dont ils ne disposent pas encore pour créer des firmes susceptibles de concurrencer les Américains. Le point positif en ce qui nous concerne, c'est que l'Europe se montre à présent moins naïve vis-à-vis de la Chine et des risques qu'engendre la stratégie chinoise dans le domaine technologique vis-à-vis de la souveraineté européenne.

Vous venez de publier un ouvrage intitulé «Europe, un dessein, un destin¹». L'Europe a-t-elle les moyens de défendre ses intérêts ?

Les tensions sino-américaines interviennent à un moment délicat. La situation actuelle de l'Europe est très paradoxale. Michel Barnier vient de gérer le dossier Brexit avec une unité étonnante des 27, sans faire de concessions sur les quatre libertés garanties par le Marché unique et en ayant trouvé un arrangement pour l'Irlande. De plus, les Européens ont pris conscience de leurs intérêts communs vis-à-vis de la Chine, de la Russie, des Etats-Unis, ou encore du Moyen-Orient, ce qui les conduit à mieux coopérer en termes de police et de renseignements, et à lancer un fonds d'investissement de 13 milliards d'euros dédié à la défense...

«Force est de constater que Donald Trump est plus fort en cette fin d'année qu'au début de 2018.»

Pourtant, le risque est grand que les élections européennes se transforment l'année prochaine en une série d'élections nationales, en Italie, en France, en Espagne et en Allemagne. L'Union européenne a su gérer techniquement la crise de 2008 mais elle en paie à présent le prix politique. Face aux difficultés rencontrées par le couple franco-allemand chacun dans son pays, nous risquons d'aller vers une division Nord-Sud, avec d'un côté les Néerlandais qui prendront le relais des Britanniques pour le discours libéral, soutenus par les pays scandinaves, baltes et d'Europe

centrale, et de l'autre les pays «dépendants» d'Europe du Sud, dans lesquels sera désormais englobée la France puisque son déficit budgétaire, compte tenu de la situation actuelle, ne peut qu'augmenter.

Cette situation est désolante car c'est au moment où les 27 ont mieux pris conscience de leurs intérêts collectifs que l'on assiste à une érosion du consensus européen de l'intérieur. La seule bonne nouvelle de 2019 serait que les Britanniques, désormais mieux informés sur les conséquences désastreuses du Brexit, reviennent sur la décision de 2016 avec un nouveau référendum. Ce n'est plus exclu car ils sont attachés à la démocratie. ■

Propos recueillis par Valérie Nau

 @ValerieNau_OF

1. Editions Marie B - Lignes de repère, décembre 2018.